



Revue de presse des Sans-Chemise - 24 septembre 2008

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

La Voix de l'Est, 24 septembre 2008 - Les sans-chemise en croisade

Une nouvelle teinte s'est ajoutée au cours des derniers jours à la palette des pancartes électorales qui ornent les poteaux de la région. Aux rouge, bleu, vert et orange actuels se sont joints le noir et le jaune de la Coalition des sans-chemise (CSC) Richelieu-Yamaska.

La coalition a uni sa voix à celles de la CSN et du Mouvement Action Chômage de Granby, hier pour lancer sa campagne d'affichage et faire part de ses réclamations auprès des partis fédéraux. Créé en 2006 à la suite d'une vaste marche de chômeurs, ce regroupement effectue des pressions politiques afin que soit bonifiée la Loi sur l'assurance-emploi. Par le passé, le regroupement a travaillé de pair avec le milieu syndical afin d'élaborer un projet de loi qui s'est rendu en troisième lecture à la Chambre des communes, mais malgré l'appui des trois partis d'opposition, la CSC s'est butée à un refus du Parti conservateur en mars dernier.

"Ce que nous réclamons, ce sont une meilleure accessibilité à l'assurance-emploi, une hausse du taux de prestation, une réelle caisse autonome ainsi que l'abolition du délai de deux semaines imposé entre la perte de l'emploi et le début des prestations,

explique la porte-parole de la coalition, France Turcotte. Or, à ce jour, nous n'avons jamais été entendus par le parti au pouvoir."

Sans appuyer explicitement un parti ou un autre en vue des élections du 14 octobre prochain, la CSC invite la population à voter pour une formation politique qui inclut une modification de la Loi sur l'assurance-emploi dans sa plate-forme. Un critère que seuls les conservateurs ne remplissent pas, contrairement aux libéraux, aux néo-démocrates et au Bloc québécois.

"Nous nous considérons comme apolitiques parce que, ce que nous visons, ce sont vraiment des gains pour les travailleurs, précise Mme Turcotte. À partir de là, les gens sont assez intelligents pour choisir pour qui ils vont voter."

Un débat sera également organisé le 6 octobre à Granby afin de confronter les candidats de la région sur la question de l'assurance-emploi.

Simon-Olivier Lorange

Chambly Matin, 23 septembre 2008 - Les sans-chemise interpellent les partis fédéraux

Les membres de la Coalition Richelieu Yamaska ont interpellé hier matin les partis politiques fédéraux afin qu'ils se prononcent sur des modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi.

Au nombre des grands objectifs visés par le collectif des sans-chemise, on retrouve une amélioration importante de l'accessibilité à l'assurance-emploi, une augmentation notable du taux de prestations, une plus longue période de prestations ainsi que l'abolition du délai de carence.

« Avec la création d'un Office de financement de l'assurance-emploi au printemps, les conservateurs n'ont rien réglé. Encore aujourd'hui, plus de 50 % des cotisants n'ont même pas accès au régime, c'est navrant. », a mentionné Yvon Bélanger, du Mouvement Action Chômage de Saint-Hyacinthe.

« Personne ne peut plaider le manque de fonds pour s'objecter à ces modifications (...) Avec des surplus cumulatifs détournés de 57 milliards de dollars (au 31 mars 2008), une telle objection relèverait de l'indécence », a fait valoir pour sa part Fernande Lévesque, du Conseil Central Montérégie région Saint-Jean CSN.

France Turcotte, porte-parole de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska, a rappelé que le gouvernement conservateur a empêché l'adoption du projet de loi C-269 qui visait l'amélioration du régime d'assurance-emploi. La Coalition des Sans-chemise Richelieu-Yamaska réunit des groupes de sans-emploi, des syndicats et des groupes communautaires pour revendiquer une réforme en profondeur de la Loi sur l'assurance-emploi au Canada.

CNW, 23 septembre 2008 - Précédent électoral : La Fédération des femmes du Québec appelle les Québécoises et les Québécois à battre les conservateurs

A la suite du bilan extrêmement négatif, en matière de droits des femmes, du gouvernement minoritaire de Stephen Harper et, face aux menaces que laisse entrevoir l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire, la Fédération des femmes du Québec (FFQ), organisation politiquement très engagée, mais non partisane, appelle les Québécoises et les Québécois à battre les conservateurs. La FFQ n'accorde pas son appui à un parti politique. Elle invite toutes les électrices et les électeurs à accorder leur voix à la personne candidate qui ferait le mieux obstacle aux visées conservatrices. "Nous n'avons pas les moyens de reculer. Pas question de laisser les conservateurs freiner la trop lente progression des femmes vers l'égalité!", déclare Mme Michèle Asselin, présidente de la FFQ.

De nombreux reculs depuis 2006

Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti conservateur du Canada, en janvier 2006, les femmes ont subi d'importants reculs. Le parti de M. Harper a aboli le programme national de services de garde : le Canada est ainsi devenu le pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui investit le moins dans ses programmes de développement et d'éducation à la petite enfance. Le Canada se classe aussi au dernier rang dans les évaluations internationales sur le plan de l'accès aux services éducatifs et de garde à l'enfance et de leur qualité.

Le Parti conservateur a refusé d'adopter une loi proactive sur l'équité salariale. Il a aussi refusé de baisser le seuil d'admissibilité pour les prestations d'assurance-emploi; le seuil actuel de 910 heures empêche 68% des femmes de toucher des prestations.

De plus, il a aboli le Programme de contestation judiciaire qui finançait les actions

en justice en vertu des droits à l'égalité. C'est grâce à ce programme que des groupes ont défendu en Cour Suprême, entre autres, le droit au mariage des conjointes de même sexe. Le Fonds du Centre national de prévention du crime a aussi été coupé, alors qu'il avait permis de financer plusieurs projets de groupes féministes sur des questions relatives aux violences contre les femmes.

Le gouvernement Harper a diminué la portée du registre canadien des armes à feu en décidant de ne pas imposer de sanction aux détenteurs d'armes à feu qui ne les enregistrent pas. Pourtant, les statistiques le prouvent, le contrôle des armes à feu sauve des vies, des vies de femmes. Le nombre de décès, de blessures et de crimes avec armes à feu, particulièrement par carabine ou fusil de chasse a diminué significativement depuis l'instauration du registre.

En ce qui a trait aux droits reproductifs, n'oublions pas le projet de loi C-484, maintenant mort au feuillet, qui s'est rendu très loin à la Chambre des communes. S'il avait été adopté, il constituait un premier pas vers la reconnaissance des droits du fœtus et la recriminalisation de l'avortement. L'adoption de C-484 en deuxième lecture a été rendue possible, entre autres, par un vote en faveur de 118 des 122 députés conservateurs présents. Et cela, en dépit de la promesse de M. Harper de ne pas présenter de projet de loi qui restreindrait l'accès des femmes à l'avortement!

Aussi, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a complètement modifié Condition féminine Canada, un programme initialement voué à l'avancement des droits des femmes. Il a changé les règles s'appliquant au financement des organisations de femmes, interdisant désormais l'utilisation de fonds fédéraux pour toutes activités visant à revendiquer des droits et à influencer le gouvernement! Il a aboli le financement de la recherche sur la condition féminine. De plus, il a fermé 12 des 16 bureaux régionaux de Condition féminine Canada disséminés à travers le Canada.

La situation actuelle des femmes au Canada

Cependant, "la situation des femmes au Canada n'a pas progressé selon Statistique Canada, un organisme que l'on ne peut certainement pas accuser d'être un groupe féministe radical!", souligne Michèle Asselin. Les gains moyens des femmes qui occupent un emploi sont toujours considérablement plus bas que ceux des hommes. Les femmes représentent une fraction disproportionnée de la population ayant un faible revenu et elles sont aussi beaucoup plus susceptibles que les hommes de travailler à temps partiel. La majorité des femmes au travail continuent d'occuper des emplois à prédominance féminine. Bien que les femmes de minorités visibles soient plus instruites, en moyenne, que les autres Canadiennes, elles sont

un peu moins susceptibles d'être employées et elles sont généralement moins rémunérées que les autres travailleuses. Le taux de violence conjugale contre les femmes autochtones est plus de trois fois supérieur au taux de violence contre les femmes non autochtones.

La FFQ est convaincue que l'Etat est un acteur majeur et indispensable dans la lutte pour prévenir et corriger les inégalités dont les femmes sont encore disproportionnellement les victimes. Il nous apparaît primordial, dans le contexte de cette présente campagne électorale, de souligner l'importance du rôle de l'Etat pour l'atteinte d'une véritable égalité de droit et de fait dans tous les domaines. "Garantir l'égalité des droits des femmes, ne veut rien dire si on ne garantit pas l'ensemble des droits économiques, sociaux, culturels, civiques et politiques. Or, c'est l'ensemble de ces droits qui sont menacés si les conservateurs prennent le pouvoir!", conclut Michèle Asselin.

Renseignements: ou demande d'entrevue avec Mme Michèle Asselin, présidente de la FFQ: Stéfany Ranger, Linda Lévesque, LCOM Communication, (514) 393-3178, 1 877 393-3178, cellulaire (514) 242-8909;

Source: Fédération des femmes du Québec

La Presse, 23 septembre 2008 - Les 10 commandements de Culture Montréal

Culture Montréal se lance dans la campagne électorale fédérale en formulant 10 demandes aux partis politiques en lice. L'organisme souhaite notamment l'augmentation du budget du Conseil des arts, le rétablissement des investissements en promotion internationale et l'accès à l'assurance-emploi pour les artistes.

Le regroupement présentera aujourd'hui sa propre «plateforme culturelle» dans le cadre de la campagne fédérale. Le document décrit six axes de développement culturel comprenant une dizaine de «gestes et d'investissements» attendus de la part d'Ottawa pour réaliser le «plein essor de la métropole culturelle du Québec».

Comme il l'avait fait lors de la campagne municipale de 2005 avec les trois candidats à la mairie, Culture Montréal invite aussi les cinq principaux partis fédéraux à discuter de ces engagements lors d'une rencontre publique. Ce débat sur la culture sera animé par la journaliste Dominique Poirier, le 30 septembre prochain.

«En 2005, notre initiative a amené les trois candidats à se commettre en faveur du Rendez-Vous 2007: Montréal, métropole culturelle, qui a eu lieu l'an dernier», explique la directrice générale de Culture Montréal, Anne-Marie Jean.

Elle souligne que la tenue de ce nouveau débat est devenu incontournable en raison de l'actualité et des récentes compressions culturelles du gouvernement fédéral. Présents au Rendez-Vous 2007, les ministres conservateurs Michael Fortier et Josée Verner seront invités à la rencontre du 30 septembre.

«Je ne sais pas qui le Parti conservateur enverra au débat, mais le gouvernement fédéral a toujours joué un rôle très important dans le développement culturel de Montréal. Il faut parler de ces questions avec les représentants de tous les partis», estime Mme Jean.

Le gouvernement conservateur a fait passer de 150 à 180 millions le budget du Conseil des arts, mais Culture Montréal croit que cette enveloppe annuelle devrait plutôt atteindre 300 millions pour répondre aux besoins grandissants des créateurs canadiens.

L'organisme pense aussi qu'Ottawa doit faire marche arrière et réactiver les programmes coupés récemment, favorisant le développement des arts et de la culture à l'étranger.

«Plusieurs études démontrent que ces programmes fonctionneraient encore mieux s'ils étaient augmentés», souligne la directrice de Culture Montréal.

Le regroupement estime également important de remettre sur la table un vieux projet, c'est-à-dire l'accès à l'assurance-emploi pour l'ensemble des travailleurs autonomes, dont une majorité d'artistes au pays.

«Avec les surplus de la caisse d'assurance-emploi, il y a sûrement moyen de couvrir les travailleurs autonomes. On l'a fait avec les congés parentaux, pourquoi pas là aussi?», demande Anne-Marie Jean.

LES DEMANDES

Voici les 10 demandes culturelles au futur gouvernement fédéral formulées par Culture Montréal

- 1- Porter à 300 millions le budget du Conseil des arts du Canada
- 2- Investir davantage en formation, création, production et diffusion
- 3- Rétablir le financement du rayonnement international des artistes

- 4- Accorder aux ambassades les moyens de promouvoir les artistes
- 5- Élargir l'accès à l'assurance-emploi pour les artistes
- 6- Financer tous les projets annoncés lors du Rendez-vous 2007
- 7- Investir dans le maintien et l'entretien des édifices culturels
- 8- Favoriser l'achat d'oeuvres d'art en la TPS notamment
- 9- Doter le Canada d'une loi sur le patrimoine culturel
- 10- Intégrer les arts à l'architecture des édifices fédéraux

Coalition Richelieu Yamaska (Granby), 23 septembre 2008 - Modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi : Les sans-chemise interpellent les partis fédéraux

Les membres de la Coalition Richelieu Yamaska ont interpellé ce matin les partis politiques fédéraux afin qu'ils se prononcent clairement sur des modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi.

Au nombre des grands objectifs visés par ce qu'il est convenu d'appeler le collectif des sans-chemise, on retrouve :

- une amélioration importante de l'accessibilité au régime d'assurance-emploi;
- une augmentation notable du taux de prestations;
- une plus longue période de prestations;
- une réelle caisse autonome;
- l'abolition du délai de carence.

Des revendications plus pertinentes que jamais

« Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que nous cognons sur ce clou mais les crises majeures que nous vivons dans plusieurs secteurs d'activité économique, particulièrement au Québec rendent ces revendications plus pertinentes et plus urgentes que jamais » déclare les membres de la Coalition des Sans-Chemises Richelieu-Yamaska

Ramener l'assurance-emploi à sa fonction première : protéger les travailleurs

« Personne ne peut plaider le manque de fonds pour s'objecter à ces modifications qui ramèneraient, en bonne partie, l'assurance-emploi à sa fonction première, soit celle de protéger les travailleuses et les travailleurs en leur assurant une sécurité économique entre deux emplois. Avec des surplus cumulatifs détournés de 57 milliards de dollars (au 31 mars 2008), une telle objection relèverait de l'indécence », a fait valoir pour sa part Carole Inkel du Conseil Central Montérégie

région Granby CSN.

Des cotisants qui n'ont pas accès au régime de prestations

« Avec la création d'un Office de financement de l'assurance-emploi au printemps, les conservateurs n'ont rien réglé. Encore aujourd'hui, plus de 50 % des cotisants n'ont même pas accès au régime, c'est navrant. », a repris Yvon Bélanger du Mouvement Action Chômage de Granby.

Les conservateurs ont bloqué un projet de loi bonifiant le régime

« Il n'est pas inutile de remémorer que le gouvernement conservateur a surtout empêché l'adoption d'un projet de loi (C-269) qui visait l'amélioration du régime d'assurance-emploi, en refusant de lui accorder sa sanction royale (novembre 2007). Ce projet de loi visait à améliorer l'accès au régime et augmenter le taux ainsi que la période de prestations », a indiqué France Turcotte, porte-parole de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska

Rappelons que ce projet de loi (C-269) avait l'assentiment des 3 partis d'opposition (PLC, NPD, BLOC) qui s'étaient entendus sur une formule consensuelle d'améliorations à apporter au régime d'assurance-emploi. Cette formule consensuelle était aussi appuyée par le mouvement syndical québécois (CSN, FTQ, CSQ) et canadien (CTC) et le mouvement des chômeurs (CNC).

Une solide campagne publique

Les Sans-Chemise poursuivront, sans relâche et avec la même détermination, cet objectif d'une bonification du régime d'assurance-emploi. La présente campagne, appuyée par des milliers de pancartes et de panneaux, se déroulera dans toutes les régions du Québec, et pendant toute la campagne électorale. Différentes actions parsèmeront cette campagne d'opinion publique a mentionné

« La solution aux problèmes du régime d'assurance-emploi est politique : le législateur doit légiférer, et respecter les majorités sociales et les majorités parlementaires qui s'expriment », ont conclu les membres de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska

Source : Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska
France Turcotte (450)278-1162 cell : (450)357-1162 bur.

Coalition Richelieu Yamaska (Saint-Hyacinthe), 23 septembre 2008 - Modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi : Les sans-chemise

interpellent les partis fédéraux

Les membres de la Coalition Richelieu Yamaska ont interpellé ce matin les partis politiques fédéraux afin qu'ils se prononcent clairement sur des modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi.

Au nombre des grands objectifs visés par ce qu'il est convenu d'appeler le collectif des sans-chemise, on retrouve :

- une amélioration importante de l'accessibilité au régime d'assurance-emploi;
- une augmentation notable du taux de prestations;
- une plus longue période de prestations;
- une réelle caisse autonome;
- l'abolition du délai de carence.

Des revendications plus pertinentes que jamais

« Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que nous cognons sur ce clou mais les crises majeures que nous vivons dans plusieurs secteurs d'activité économique, particulièrement au Québec rendent ces revendications plus pertinentes et plus urgentes que jamais », a déclaré la directrice de la Corporation de Développement des Maskoutains Marie-Claude Morin

Ramener l'assurance-emploi à sa fonction première : protéger les travailleurs

« Personne ne peut plaider le manque de fonds pour s'objecter à ces modifications qui ramèneraient, en bonne partie, l'assurance-emploi à sa fonction première, soit celle de protéger les travailleuses et les travailleurs en leur assurant une sécurité économique entre deux emplois. Avec des surplus cumulatifs détournés de 57 milliards de dollars (au 31 mars 2008), une telle objection relèverait de l'indécence », a fait valoir pour sa part Sylvain Provencal du Conseil Central Montérégie région Saint-Hyacinthe CSN.

Des cotisants qui n'ont pas accès au régime de prestations

« Avec la création d'un Office de financement de l'assurance-emploi au printemps, les conservateurs n'ont rien réglé. Encore aujourd'hui, plus de 50 % des cotisants n'ont même pas accès au régime, c'est navrant. », a repris Yvon Bélanger du Mouvement Action Chômage de Saint-Hyacinthe.

Les conservateurs ont bloqué un projet de loi bonifiant le régime

« Il n'est pas inutile de remémorer que le gouvernement conservateur a surtout empêché l'adoption d'un projet de loi (C-269) qui visait l'amélioration du régime d'assurance-emploi, en refusant de lui accorder sa sanction royale (novembre

2007). *Ce projet de loi visait à améliorer l'accès au régime et augmenter le taux ainsi que la période de prestations* », a indiqué France Turcotte, porte-parole de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska

Rappelons que ce projet de loi (C-269) avait l'assentiment des 3 partis d'opposition (PLC, NPD, BLOC) qui s'étaient entendus sur une formule consensuelle d'améliorations à apporter au régime d'assurance-emploi. Cette formule consensuelle était aussi appuyée par le mouvement syndical québécois (CSN, FTQ, CSQ) et canadien (CTC) et le mouvement des chômeurs (CNC).

Une solide campagne publique

Les Sans-Chemise poursuivront, sans relâche et avec la même détermination, cet objectif d'une bonification du régime d'assurance-emploi. La présente campagne, appuyée par des milliers de pancartes et de panneaux, se déroulera dans toutes les régions du Québec, et pendant toute la campagne électorale. Différentes actions parsèmeront cette campagne d'opinion publique a mentionné

« La solution aux problèmes du régime d'assurance-emploi est politique : le législateur doit légiférer, et respecter les majorités sociales et les majorités parlementaires qui s'expriment », ont conclu les membres de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska

Source : Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska
France Turcotte (450)278-1162 cell : (450)357-1162 bur.

Coalition Richelieu Yamaska (Haut-Richelieu Rouville), 23 septembre 2008 - Modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi : Les sans-chemise interpellent les partis fédéraux

Les membres de la Coalition Richelieu Yamaska ont interpellé ce matin les partis politiques fédéraux afin qu'ils se prononcent clairement sur des modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi.

Au nombre des grands objectifs visés par ce qu'il est convenu d'appeler le collectif des sans-chemise, on retrouve :

- une amélioration importante de l'accessibilité au régime d'assurance-emploi;
- une augmentation notable du taux de prestations;
- une plus longue période de prestations;
- une réelle caisse autonome;

- l'abolition du délai de carence.

Des revendications plus pertinentes que jamais

« *Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que nous cognons sur ce clou mais les crises majeures que nous vivons dans plusieurs secteurs d'activité économique, particulièrement au Québec rendent ces revendications plus pertinentes et plus urgentes que jamais* », a déclaré la directrice de la Corporation de Développement Haut Richelieu Rouville, Nathalie Grenier.

Ramener l'assurance-emploi à sa fonction première : protéger les travailleurs

« *Personne ne peut plaider le manque de fonds pour s'objecter à ces modifications qui ramèneraient, en bonne partie, l'assurance-emploi à sa fonction première, soit celle de protéger les travailleuses et les travailleurs en leur assurant une sécurité économique entre deux emplois. Avec des surplus cumulatifs détournés de 57 milliards de dollars (au 31 mars 2008), une telle objection relèverait de l'indécence* », a fait valoir pour sa part Fernande Lévesque du Conseil Central Montérégie région Saint-Jean CSN.

Des cotisants qui n'ont pas accès au régime de prestations

« *Avec la création d'un Office de financement de l'assurance-emploi au printemps, les conservateurs n'ont rien réglé. Encore aujourd'hui, plus de 50 % des cotisants n'ont même pas accès au régime, c'est navrant.* », a repris Yvon Bélanger du Mouvement Action Chômage de Saint-Hyacinthe.

Les conservateurs ont bloqué un projet de loi bonifiant le régime

« *Il n'est pas inutile de remémorer que le gouvernement conservateur a surtout empêché l'adoption d'un projet de loi (C-269) qui visait l'amélioration du régime d'assurance-emploi, en refusant de lui accorder sa sanction royale (novembre 2007). Ce projet de loi visait à améliorer l'accès au régime et augmenter le taux ainsi que la période de prestations* », a indiqué France Turcotte, porte-parole de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska

Rappelons que ce projet de loi (C-269) avait l'assentiment des 3 partis d'opposition (PLC, NPD, BLOC) qui s'étaient entendus sur une formule consensuelle d'améliorations à apporter au régime d'assurance-emploi. Cette formule consensuelle était aussi appuyée par le mouvement syndical québécois (CSN, FTQ, CSQ) et canadien (CTC) et le mouvement des chômeurs (CNC).

Une solide campagne publique

Les Sans-Chemise poursuivront, sans relâche et avec la même détermination, cet

objectif d'une bonification du régime d'assurance-emploi. La présente campagne, appuyée par des milliers de pancartes et de panneaux, se déroulera dans toutes les régions du Québec, et pendant toute la campagne électorale. Différentes actions parsèmeront cette campagne d'opinion publique a mentionné

« La solution aux problèmes du régime d'assurance-emploi est politique : le législateur doit légiférer, et respecter les majorités sociales et les majorités parlementaires qui s'expriment », ont conclu les membres de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska

Source : Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska
France Turcotte (450)278-1162 cell : (450)357-1162 bur.